

Renseignements Services moins militaires, surveillés

Renseignements stratégiques: la Commission Brunner veut mettre les civils au pouvoir. Et les agents de milice seront liquidés. Cela dit, un service de renseignements reste indispensable. Même CNN ne sait pas tout.

De Berne:
Georges Plomb

Démilitarisons le Service de renseignements stratégique! Détachons-le de l'état-major général et soumettons-le au chef du Département de la Défense! Faisons-le surveiller par un inspecteur et par une commission parlementaire de 6 membres dotés de gros moyens! Voilà quelques propositions lancées par une Commission d'étude emmenée par l'ancien secrétaire d'Etat Edouard Brunner. Le patron de la Défense, Adolf Ogi, la mettait sur orbite le 8 septembre dans le sillage des affaires Belasi et Regli.

L'idéal, admet Brunner, serait de placer le service sous l'autorité d'un président renforcé de la Confédération. Mais cette réforme n'est pas acquise. Bref, c'est finalement le Département de la Défense, qui s'occupe le plus des questions de sécurité extérieure, qui l'a emporté.

Un civil au sommet

Pour l'ex-secrétaire d'Etat, ce rattachement ne réduit en rien sa volonté de démilitariser le Service de renseignements stratégique. Son chef sera civil. Le grade militaire n'y jouera



L'idéal, pour Edouard Brunner, serait de placer le service sous l'autorité d'un président renforcé de la Confédération. photo Keystone

plus de rôle. La Commission propose même de libérer ses membres de leurs obligations militaires. Le service devra s'intéresser, de plus en plus, aux menaces non-militaires (crime organisé, péril informatique, etc). Par ailleurs, il travaillera pour l'ensemble du Conseil fédéral et, notamment, pour sa délégation de sécurité (Ogi, plus Joseph Deiss pour les Affaires étrangères, plus

Ruth Metzler pour Justice et Police). Brunner ne propose pas de chiffre idéal pour ses collaborateurs (130 à 150 aujourd'hui). Beaucoup dépendra de leur qualité.

Brunner est persuadé qu'un Service de renseignements stratégique garde toute son importance. On doit pouvoir détecter précocement les risques. Même une chaîne de TV comme CNN ne sait pas tout,

ne sort pas tout. Du coup, l'ancien secrétaire d'Etat propose une large coopération internationale dans l'esprit de la formule «la sécurité par la coopération» (ex: utilisation d'un satellite commun). Pour un pays comme la Suisse, absente de plusieurs organisations internationales majeures, c'est incontournable. La commission parlementaire de 6 élus contrôlera plus et mieux que l'actuelle délégation des commissions de gestion. Elle aura davantage de moyens et de personnel (au moins 6 personnes dans son secrétariat). C'est comme cela que ça marche dans quasiment tous les pays. Quant à l'inspecteur interne, il dépendra du patron de la Défense et disposera, lui aussi, d'un pouvoir étendu.

Miliciens éliminés

Autres grands axes du projet Brunner: un préposé aux médias sera nommé; les agents «de milice», devenus inutiles, seront éliminés; une coopération plus étroite sera établie avec la police fédérale. Les deux services de renseignements militaires - de l'Armée et des Forces aériennes - seront fusionnés et attribués au chef de l'état-major général, tout comme le protocole militaire et les attachés militaires. Un Organe de direction pour la sécurité supervisera tous les services fédéraux de renseignements. Son président permanent serait le coordonnateur nommé le 3 novembre par le Conseil fédéral pour un essai de 18 mois.

GPB

Villiger Pas de réduction d'impôts à court terme

Le ministre des finances Kaspar Villiger à Berne aux forces politiques de droite qui exigent une réduction de la charge fiscale. A ses yeux, abaisser les impôts n'est possible qu'en combinaison avec une compression des dépenses.

Le grand argentier a souligné que les exigences de réduction des impôts s'amoncellent depuis que les perspectives financières de la Confédération se sont améliorées.

Fédéralisme

A ses yeux, la réduction de la quote-part fiscale doit être vue comme un objectif à long

terme. Le fédéralisme en matière fiscale a conduit à une véritable «jungle» au fil des ans, a admis Kaspar Villiger. Il rejette toutefois une harmonisation matérielle des impôts entre les cantons. Unité fiscale et fédéralisme sont inconciliables à ses yeux. La solution doit venir de la Nouvelle péréquation financière (NPF), chargée notamment de compenser les inégalités fiscales entre les cantons.

Le ministre des finances, qui s'exprimait lors d'une journée d'information à Berne, a défendu sa politique financière en général, estimant qu'elle n'était «ni de gauche, ni de droite». Elle est en revanche «raisonnable, durable et favorable à la croissance économique». /ats

Tribunaux fédéraux Surchargés, mesures réclamées au Parlement

Surchargés depuis plusieurs années, les tribunaux fédéraux ont eu encore plus de travail l'an dernier. Regrettant que la réforme de la justice n'aille pas aussi loin que prévu, ils demandent une nouvelle fois au Parlement que des mesures soient prises rapidement pour le décharger.

Ces cinq dernières années, le Tribunal fédéral a été saisi de 5.377 nouvelles affaires en moyenne. Leur nombre a atteint 5.415 en 1999, soit 137 de plus que l'année précédente, relèvent les juges de Mon Repos dans leur rapport de gestion publié hier. La Haute Cour e a liquidé 5.606 affaires l'an dernier et en a reporté 1.593 à l'année suivante.

La charge du Tribunal fédéral a augmenté drastiquement au début des années 80, passant de 3.000 à 4.000 affaires par an en une décennie, avant de franchir la barre de 5.000 ces dernières années. Or, le nombre de 30 juges n'a pas varié. Certes, plusieurs mesures telles que l'amélioration de l'infrastructure et l'augmentation du nombre de collaborateurs juridiques ont permis de les décharger. «Cependant, le nombre d'affaires par juge est manifestement trop élevé», déplore le Tribunal fédéral. Selon lui, un tel volume d'affaires dépasse largement la charge raisonnable d'une Cour suprême dans le contexte de l'organisation judiciaire actuelle.

Record

Le Tribunal fédéral des assurances à Lucerne n'a pas

chômé non plus l'an dernier. 2.423 recours lui ont été adressés, ce qui représente une augmentation de 9,9% et un nouveau record. Il s'agit de la cinquième hausse annuelle consécutive. Le nombre des recours liquidés a également progressé de 4,6% pour se monter à 2.251. Les cas pendants sont au nombre de 1.830.

Le Tribunal fédéral regrette que d'importantes mesures visant à la décharger aient été biffées de la réforme de la justice qui sera soumise au peuple le 12 mars prochain. A l'origine, le Conseil fédéral avait en effet proposé qu'on restreigne davantage l'accès au Tribunal fédéral. La création de Cours spécialisées ou de tribunaux fédéraux régionaux a également été abandonnée.

Nouveau retards

Le Tribunal fédéral attend en outre avec impatience la nouvelle loi le concernant et qui est menacée par de nouveaux retards. Selon lui, il est urgent de lui retirer les procès directs en matière civile et publique et d'étendre cette mesure aux procès pénaux fédéraux. Il demande une nouvelle fois que ces procès soient rapidement attribués à un tribunal de première instance. Ces procès mobilisent pendant des jours, voire des semaines, une partie de ses collaborateurs. Ils chargent le Tribunal fédéral d'une manière disproportionnée, selon la Haute Cour.

En 1999, les procès directs concernant l'accident d'Alitalia à Zurich et l'affaire Nyffenegger l'ont fortement occupé. /ap

Swissaid Combattre le génie génétique

Swissaid veut combattre le génie génétique. Pour la fondation d'entraide, la faim n'est pas une question de production, mais de répartition des aliments. Elle appelle le Parlement à voter un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM).

5000 enfants meurent chaque jour de la faim et cette situation n'est pas considérée comme une catastrophe, a indiqué hier Bruno Riesen, secrétaire exécutif de Swissaid lors de la conférence de presse annuelle de la fondation à Berne. C'est pourtant la plus grande catastrophe de l'époque actuelle, a-t-il ajouté. Swissaid cherche des solutions adéquates pour remédier à la malnutrition dans le tiers-monde.

Et le génie génétique n'est pas la «solution miracle»

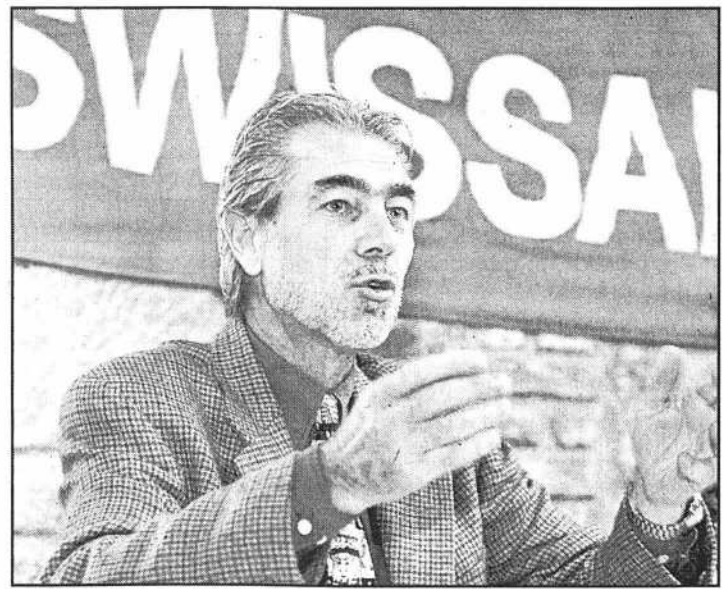
contre la faim, a expliqué l'entomologiste Hans Rudolf Herren, directeur du Centre international de physiologie sur les insectes et d'écologie à Nairobi, au Kenya. Il faut plutôt penser à renforcer la sécurité alimentaire en harmonie avec l'environnement, selon lui. La solution ne vient dès lors pas de la génétique, mais d'une technologie adaptée aux besoins et aux moyens des paysans des pays en voie de développement.

Moratoire de dix ans

Les méthodes adaptées au contexte local permettent de lutter durablement contre la malnutrition, a déclaré Miges Baumann, du service d'information agriculture et environnement de Swissaid. C'est pourquoi, Swissaid soutient de tels projets en Inde et en Equateur. Swissaid invite aussi le Parlement à imposer un moratoire de dix ans

contre la dissémination d'organismes génétiquement modifiés, en complément à GenLex. La fondation d'entraide

examine, avec d'autres organisations, le lancement d'une initiative populaire allant en ce sens. /ats



Pour Hans Rudolf Herren, la génétique n'est pas la solution miracle au problème de la faim. photo Keystone

BRÈVES

Valais Trois hôpitaux multisites

Le département de la santé a proposé de concentrer les six hôpitaux du canton en trois centres multisites. L'un dans le Haut-Valais (Brigue et Viège), l'autre au Centre (Sierre, Sion et Martigny) et le dernier, dans le Bas (Hôpital du Chablais). Le département de la santé a présenté hier son projet à la presse. Chaque hôpital multisites sera doté d'une direction médicale et administrative unique. Tous les établissements seront maintenus, avec des affectations adaptées. Ainsi, chaque zone hospitalière comprendra un site pour les cas lourds et les soins intensifs. /ats

Deiss Visite en Turquie dimanche

Joseph Deiss entame dimanche une visite de trois jours en Turquie. Berne et Ankara souhaitent relancer leurs relations bilatérales. Le chef de la diplomatie helvétique sera reçu notamment par le président turc Suleyman Demirel. «Les rapports entre la Turquie et la Suisse s'étaient quelque peu refroidis à la suite de l'incident meurtrier devant l'ambassade turque à Berne (ndlr: un manifestant kurde avait été tué) en juin 1993. Ce voyage doit permettre d'y remédier», selon Ruedi Christen, chef de l'information du Département fédéral des affaires étrangères. /ats

Autriche A surveiller pour Rolf Bloch

La communauté juive de Suisse estime qu'une visite officielle des autorités autrichiennes en Suisse n'est «pas souhaitable tout de suite». Il s'agit d'abord d'observer comment se comporte le nouveau gouvernement autrichien auquel participe le FPÖ de Jörg Haider. Une «surveillance» de «plusieurs semaines voire plusieurs mois» est nécessaire, a indiqué à l'ATS Rolf Bloch, président de la Fédération des communautés israéliennes de Suisse (FSCI). A ses yeux, une rencontre officielle ne devrait «en tous cas pas avoir lieu avant l'été». /ats

Leuenberger Vendre le ferroutage à Londres

Moritz Leuenberger s'est entretenu hier à Londres avec son homologue britannique John Prescott. Le conseiller fédéral a exposé la politique de la Suisse en matière de transport, en particulier le transfert des marchandises de la route au rail. La Grande-Bretagne envisage de suivre la Suisse sur cette voie. Le ministre des transports britannique n'a pas caché son intérêt pour le ferroutage, a déclaré le porte-parole du Detec. Moritz Leuenberger était pour un jour l'invité du gouvernement britannique. A cette occasion, la question autrichienne a été abordée. /ats

PUBLICITÉ

Club Med
0844855955

Porto Petro - Baléares

1 semaine, p.p., tout compris, chambre double, pension complète, boissons de table, cours et matériel de sport, vol de Genève les 27.5, 10.6 et 17.6.2000.

1'031.-

